



quartiers2030

**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241015-15102024105-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/10/2024

Publication : 22/10/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

Direction départementale de l'emploi, du travail et
des solidarités



**CONVENTION DE SUBVENTION
Réussite éducative**

Date de notification :

Référence dossier (à rappeler dans toute correspondance) :

76761997 24 DS01 2876P02086 = 190 000,00 €

2024 - 76 - Métropole Rouen Normandie - PRE - Actions et Ingénierie - CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE DE ROUEN

L.I. : N28/76 C.C. :540

- VU la loi de finances initiale pour 2024 et le décret portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances
- VU la loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine
- VU la loi modifiée n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- VU le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique
- VU le décret 2019-1416 du 20 décembre 2019 (art.5) portant organisation de la Direction générale des collectivités locales
- VU le dossier de demande de subvention déposé par l'organisme bénéficiaire

Pour les aides de minimis inférieures à 750 000 € sur les 3 derniers exercices fiscaux

- VU le règlement n° 2023/2832 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général

Pour les aides d'État supérieures ou égales à 750 000 € sur les 3 derniers exercices fiscaux

- VU la décision du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général

L'Agence Nationale pour la Cohésion des Territoires (ANCT) a ouvert une plateforme collaborative « La Grande Équipe ».

Créer votre compte dès à présent ! <https://acteurs.lagrandeequipe.fr>

Vous aurez accès aux informations relatives à la politique de la ville et pourrez échanger avec les acteurs des quartiers prioritaires.

Entre l'ÉTAT, représenté par le préfet,

et l'organisme,

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN,

2, RUE DE GERMONT 76005 ROUEN CEDEX

représenté(e) par son représentant légal, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

N° SIRET : 267600450 00014 N° Tiers Chorus : 2100065849

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

PRÉAMBULE

Le plan de cohésion sociale du 30 juin 2004 et la loi de programmation du 18 janvier 2005 ont apporté des moyens et des outils complémentaires à ceux déjà existants, pour accompagner les enfants du 1^{er} et 2nd degré et leurs familles qui ne bénéficient pas d'un environnement social, familial et culturel favorable à la réussite scolaire et éducative.

Le dispositif « Programme de réussite éducative » mis en place en 2005, vise à remédier à un ensemble de difficultés rencontrées par des jeunes, dans le cadre d'un suivi individualisé (le parcours de réussite éducative).

L'instruction interministérielle du 10 octobre 2016 relative au Programme de réussite éducative réaffirme les grands principes et modalités d'action de ce programme, notamment :

- Consolider la place et le fonctionnement du programme de réussite éducative (PRE) au sein du volet éducatif du contrat de ville
- Asseoir la collaboration avec l'Éducation nationale dans une optique de soutien à finalité scolaire et de continuité éducative
- Proposer une prise en charge des enfants, adaptée à leurs besoins identifiés, dans le cadre d'un parcours de suivi préconisé par une équipe pluridisciplinaire de soutien
- Mobiliser tous les acteurs institutionnels, Caisses d'Allocations Familiales et conseils départementaux en particulier
- Assurer la représentativité des parents dans l'instance de pilotage du Programme de réussite éducative (Copil)
- Veiller à la nécessaire mise en place d'une équipe pluridisciplinaire de soutien (EPS) et à la représentation des métiers en son sein

L'objectif réaffirmé du Programme de réussite éducative (PRE) est **d'accompagner hors temps scolaire et en dehors de l'établissement scolaire, des enfants et des jeunes résidant dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville ou qui sont scolarisés dans un établissement relevant de l'éducation prioritaire ou situé en QPV, et qui présentent des signes de vulnérabilité, en prenant en compte la globalité de leur environnement et de leurs difficultés.**

Les porteurs de projet sont incités à prendre en charge les enfants de moins de 3 ans et leurs parents, ceci en lien étroit avec les centres sociaux, les caisses d'allocations familiales et les centres de protection maternelle et infantile.

Le Programme de réussite éducative n'est pas un programme supplémentaire de **soutien scolaire**.

Il ne se substitue pas non plus aux missions et actions assurées en ce sens par l'école. Toutefois, un accompagnement scolaire peut être financé, s'il a pour objectif de favoriser l'implication, la motivation, l'attention du jeune, les apprentissages, une meilleure expression écrite et orale, notamment dans le cadre d'ateliers animés par des professionnels.

Le PRE n'a pas non plus vocation à financer un contrat éducatif local.

Les actions proposées aux jeunes (accompagnement scolaire, prévention du décrochage scolaire, santé, activités culturelles, loisirs, sportives...) doivent obligatoirement s'inscrire dans le cadre d'un suivi personnalisé c'est-à-dire dans un parcours préconisé par l'équipe pluridisciplinaire de soutien (EPS). L'EPS réunit un ensemble de professionnels : enseignants, éducateurs, animateurs, travailleurs sociaux, psychologues, pédopsychiatres, médecin scolaire....

Le suivi du jeune est réalisé par un référent de parcours.

Un suivi individualisé comporte plusieurs étapes :

- Un repérage des difficultés de l'enfant, (notamment par l'enseignant, l'assistante sociale de l'établissement scolaire, un acteur associatif,...)
- Un premier contact entre le coordonnateur/référent de parcours et la famille,
- Un regard collectif des professionnels sur la situation présentée et une proposition d'action(s) de remédiation, qui relèvent de l'équipe pluridisciplinaire de soutien.

Les parcours personnalisés peuvent comprendre des actions de différente nature notamment des actions favorisant le dialogue parents/enfants et parents/école, des vacations médicales, la mise en place d'actions en petit groupe permettant l'expression de l'enfant (atelier théâtre, danse...), des activités favorisant le bien-être et la santé de l'enfant.

Certaines des actions d'un parcours personnalisé peuvent donc être réalisées dans un cadre collectif en fonction des préconisations de l'EPS (ateliers culturels, activités sportives par exemple, au cours desquelles le référent y assiste, au moins en partie, aux côtés de l'animateur, afin d'observer le comportement de l'enfant et son évolution (autonomie, motivation, participation, respect des règles, dialogue avec les autres enfants, avec l'adulte...),

Les priorités du Programme de réussite éducative sont les suivantes :

- Prendre en charge les enfants dès le plus jeune âge (écoles maternelles et élémentaires) et même dès la petite enfance dans une optique de prévention,
- encourager les cofinancements : subventions et/ou contributions volontaires (mises à disposition gratuites de locaux ou de personnel),
- la concentration des moyens sur les quartiers prioritaires de la politique ville et sur les établissements scolaires REP+ (collèges en particulier),
- encourager et favoriser la participation du coordonnateur PRE aux instances de pilotage de l'éducation prioritaire,
- pour les PRE qui sont situés dans le périmètre d'une cité éducative, encourager la participation du coordonnateur PRE à la démarche

Article 1 : Objet et montant de la subvention

Au titre de l'exercice 2024 l'Etat, sur le programme budgétaire Politique de la ville, contribue financièrement pour un montant de 190 000,00 €. au projet d'intérêt général suivant que le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre :

Action n° 1 - DA00257652 - 2024 - 76 - Métropole Rouen Normandie - Les actions PRE 2024 dans un contexte d'élargissement de la géographie prioritaire - CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN : 100 000,00 €

Le parcours individuel à la forme d'un "contrat d'engagement". Il est proposé à l'enfant et à ses parents. La mise en œuvre du parcours individuel est faite avec la famille.

En cas de prestation ou de service payant, le PRE prend en charge en totalité ou en partie le coût suivant la situation financière des familles, les actions spécifiques sur mesure sont entièrement financées par le PRE.

Les actions se distinguent en 6 groupes.

* Les savoirs de base et autonomie :

- La remédiation scolaire ou des actions sur mesure comme les clubs "Français Arts et Culture" et "Les mots ont une histoire ».

* La socialisation et l'épanouissement par la culture, le sport et les Loisirs :

- Les Accueils de Loisirs Sans Hébergement ; les animations familles dans les centres sociaux et les associations; une activité extrascolaire sportive ou culturelle.

* La santé et la confiance en soi :

- Des séances de sophrologie/psychologie, l'accompagnement vers des professionnels de soins,

Pratiquer une activité de loisirs, une action sur mesure "Après les leçons c'est moi l'Artiste".

* Le cadre de vie, logement, déplacement et ressource des familles :

- L'accès et la connaissance de ces droits, l'accompagnement vers l'autonomie administrative.

* La fonction parentale :

- Des séances avec une conseillère familiale; Orientation pour l'apprentissage de la langue; Faire le lien avec l'école et les centres sociaux; Accompagnement vers actions de parentalité.

* Le savoir être, le bien vivre ensemble :

- Des séances d'écoute et de soins ; l'accompagnement éducatif et intervention de la prévention spécialisée.

Action n° 2 - DA00257648 - 2024 - 76 - Métropole Rouen Normandie - Poursuite et élargissement de l'Ingénierie et fonctionnement du Programme de Réussite Éducative - Année 2024 - CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN : 90 000,00 €

- Le CCAS de Rouen est la structure juridique, administrative et financière. Le service des Politiques Éducatives de la Direction des Temps de l'enfant gère la coordination opérationnelle du PRE. Une coordonnatrice générale assure la coordination opérationnelle du Programme de réussite éducative, en lien avec les coordonnateurs PRE référents de territoires et représente le PRE dans les démarches partenariales à l'échelle de la Ville, en lien avec le chef de service.

- Les instances du PRE sont le Comité de Pilotage et le Comité Technique. Le COPIL fixe les objectifs stratégiques et mobilise les moyens de fonctionnement et le COTECH (appelé Groupe de Coordination Opérationnel- GCO), il garantit le bon fonctionnement du PRE.

- La troisième instance "Équipe Pluridisciplinaire de Soutien" (EPS) est une priorité du PRE. Les deux coordonnateurs territoriaux animent un collectif de professionnels de champs et d'institutions variés et complémentaires autour de la scolaire, du social, du médical, du socioculturel, et de l'éducatif...).

Le rôle de l'EPS est d'analyser, dans le strict respect d'une confidentialité encadrée par une charte, les difficultés de chaque enfant orienté, selon une approche globale et de contribuer à la construction de réponse qui prendra la forme d'un parcours individuel. Trois EPS se réunissent tous les mois, sur les quartiers Grammont, Sapins et Châtelet / Lombardie / Grand-Mare.

- La référente de parcours, binôme du coordonnateur territorial des quartiers Châtelet/Lombardie/Grand-Mare accompagne l'enfant en lien avec la famille dans la mise en œuvre de son parcours individuel et les parents dans leur rôle éducatif et parental.

Les missions de référent de parcours sont assurées par la coordonnatrice territoriale des quartiers Grammont et Sapins avec l'appui des référentes familles des centres sociaux sur ces deux quartiers.

- Le Parcours Individuel de Réussite Éducative permet à l'enfant et sa famille de valider un plan d'action en fonction des fragilités de celui-ci. Il est formalisé et cosigné par le jeune, les parents et tous les acteurs concernés.

- Les outils de repérage, de fiche d'identification, de parcours individuel, de base de données et tableau de bord sont conçus par l'ERE.

- Les instances du PRE sont le Comité de Pilotage et le Comité Technique. Le COPIL fixe les objectifs stratégiques et mobilise les moyens de fonctionnement et le COTECH (appelé Groupe de Coordination Opérationnel) garantit le bon fonctionnement du PRE.

L'élargissement de la géographie prioritaire va occasionner une réorganisation du périmètre des coordonnateurs territoriaux.

Un binôme composé d'un coordinateur territoriaux et d'un référent de parcours interviendra sur le périmètre de la géographie prioritaire Rive sud puis un autre binôme interviendra sur celui des hauts de Rouen.

Ce projet a pour objectif de :

2024 - 76 - Métropole Rouen Normandie - Les actions PRE 2024 dans un contexte d'élargissement de la géographie prioritaire - CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN

Une Équipe de Réussite Éducative (ERE) qui poursuit la mise en œuvre de l'instruction relative au Programme de Réussite Éducative de 2005 et réaffirmés en 2016.

L'ERE anime des Equipes pluridisciplinaires de soutien (EPS) qui analysent, dans le strict respect d'une confidentialité encadrée par une charte, les difficultés de chaque enfant orienté, selon une approche globale.

Les membres des EPS préconisent la construction de réponses (les actions) qui prendra la forme d'un parcours individuel.

En priorité mobiliser les services et les prestations de droit commun.

En cas de non réponse, construire des actions spécifiques sur mesure.

2024 - 76 - Métropole Rouen Normandie - Poursuite et élargissement de l'Ingénierie et fonctionnement du Programme de Réussite Éducative - Année 2024 - CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN

Une Equipe de Réussite Éducative (ERE) qui poursuit la mise en œuvre de l'instruction relative au Programme de Réussite Éducative de 2005 et réaffirmée en 2016: une structure juridique avec une comptabilité publique, une démarche partenariale de proximité innovante nommée Equipe Pluridisciplinaire de Soutien (EPS), une prise en charge individuelle et globale des problématiques d'enfant de 2 à 16 ans habitant ou scolarisé dans les Quartiers Politiques de la Ville de ROUEN, des coordonnateurs et des référents de parcours, l'implication des parents tout au long du parcours, des outils de suivi et des instances de gouvernance.

L'élargissement de la géographie prioritaire à compter de 2024 aura pour effet aussi un besoin d'élargissement de l'ERE. Le recrutement d'un second référent de parcours est envisagé.

Pour réaliser ce projet, les moyens suivants seront mis en œuvre :

2024 - 76 - Métropole Rouen Normandie - Les actions PRE 2024 dans un contexte d'élargissement de la géographie prioritaire - CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN

Pour la mise en œuvre des actions sur mesure, les coordonnateurs territoriaux sollicitent des associations ou prestataires indépendants et les concrétisent ensemble. Une commande sous forme de cahier des charges est passée entre celui-ci et le CCAS de ROUEN.

Pour les orientations vers des services et des prestations, les coordonnateurs territoriaux, la référente de parcours, et les référents familles des centres sociaux accompagnent les familles.

Les enjeux et les objectifs individuels sont partagés afin d'aider chaque enfant dans son parcours individuel.

Dans les charges indirectes, est valorisée une estimation de la participation financière de la ville de Rouen dans les différents dispositifs où l'on oriente des enfants: Rouen Vacances Jeunes/Colo apprenantes, Rouen Loisirs Jeunes, Club "Des mots ont une histoire" pour les Grandes sections maternelles des Hauts de Rouen....

2024 - 76 - Métropole Rouen Normandie - Poursuite et élargissement de l'Ingénierie et fonctionnement du Programme de Réussite Éducative - Année 2024 - CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN

L'Équipe de Réussite Éducative est constituée d'un coordonnateur administratif et financier, de deux coordonnateurs territoriaux et d'un référent de parcours, tous à temps complet.

Le chef de service des politiques éducatives de la Direction des Temps de l'Enfant coordonne (à hauteur 10% de sa rémunération) le dispositif PRE. Dans le cadre de l'élargissement, le recrutement d'un second référent de parcours est envisagé. La commune de Rouen prendra en charge désormais 20% des charges de personnels des trois coordonnateurs et des référents de parcours.

Les locaux, les moyens de téléphonie et d'informatique seront mis à disposition gracieusement par la ville au CCAS de Rouen.

Par ailleurs, l'organisme contractant s'engage à tenir un fichier permettant le suivi des jeunes en parcours individualisé. Il comprend à minima les informations suivantes :

- Prénom, nom
- Age et sexe du jeune bénéficiaire
- Adresse
- Nom du quartier prioritaire du lieu d'habitation
- Nom de l'établissement scolaire (préciser s'il est en REP ou REP+)
- Niveau scolaire
- Date de saisine du PRE et la qualité de la personne/entité qui a proposé cette orientation
- Date d'entrée dans le dispositif

- Dates de réunion de l'équipe pluridisciplinaire de soutien ayant examiné la situation du jeune
- Diagnostic de l'EPS (principales difficultés constatées)
- Principales préconisations d'actions d'accompagnement.
- Nom du référent de parcours
- Motifs et date de sortie du dispositif ou réorientation éventuelle

L'organisme contractant est responsable de traitement de données personnelles au sens du Règlement général de protection des données (RGPD). **Dans ce cadre il s'engage à informer chaque bénéficiaire :**

- de l'existence d'une base de données nominative,
- du mode d'accès à la base de données,
- du droit de correction ou de mise à jour des données le concernant,
- du traitement réservé à ses données personnelles : notamment, examen par une EPS, suivi individualisé par l'équipe PRE, transmission de fichiers à l'Administration uniquement en cas de contrôle (cf. article 8 ci-après),
- de la durée de conservation des données.

Cette information et l'autorisation d'utiliser des données personnelles pourront, par exemple, être faites au moyen de la fiche de recueil de l'accord des parents pour la prise en charge de leur enfant par le PRE.

Article 2 : Respect des valeurs de la République et contrat d'engagement républicain

La structure bénéficiaire de l'aide de l'Etat s'engage à promouvoir et à faire respecter toutes les valeurs de la République. Il s'engage également sur l'ouverture à tous des actions financées sans distinction d'origine, de religion ou de sexe. Tout manquement à ces principes conduirait à la dénonciation de la subvention et à son reversement au Trésor public.

Par ailleurs, la structure bénéficiaire de l'aide de l'Etat demandera par écrit aux associations sollicitées pour la mise en œuvre d'actions destinées aux enfants et aux jeunes pris en charge par le programme de réussite éducative, s'engager à respecter le contrat d'engagement républicain.

Article 3 : Imputation budgétaire et comptable

La subvention est imputée sur les crédits du programme budgétaire Politique de la ville (147).

Domaine fonctionnel : 0147-01-11

Code activité : 0147010102

Groupe marchandise : 10.03.01

L'ordonnateur de la dépense est : le préfet

Votre interlocuteur, service prescripteur, est : la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités

Le comptable assignataire est : le directeur des finances publiques

7 BD BERTRAND BP40532

14034 CAEN CEDEX 1

Article 4 : Modalités de versement

La subvention sera versée en totalité dans le mois suivant sa notification sur le compte :

IBAN : FR503000100707C760000000004

BIC : BDFEFRPPCCT

Article 5 : Détermination du montant de la subvention

Le montant de la subvention a été déterminé au vu du budget prévisionnel établi par l'organisme dans son dossier de demande de subvention. Le financement n'excède pas la différence entre les charges directes et indirectes et les recettes engendrées par la mise en œuvre de l'action.

Les coûts totaux estimés éligibles sont de :

Action n° 1 : 2024 - 76 - Métropole Rouen Normandie - Les actions PRE 2024 dans un contexte d'élargissement de la géographie prioritaire - CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN

Total des charges et des produits figurant au budget prévisionnel : 221 181,00 €

Action n° 2 : 2024 - 76 - Métropole Rouen Normandie - Poursuite et élargissement de l'Ingénierie et fonctionnement du Programme de Réussite Éducative - Année 2024 - CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN

Total des charges et des produits figurant au budget prévisionnel : 195 577,00 €

Article 6 : Délai de réalisation

Le programme d'actions doit être achevé au plus tard le **31 décembre 2024**

Article 7 : Compte-rendu financier

L'organisme devra justifier l'emploi de la subvention lors de toute nouvelle demande ou, à défaut, au plus tard le **30 juin 2025**, en produisant un compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000.

La justification s'effectue directement dans l'espace Usagers de la plateforme DAUPHIN.

En cas de non production du compte rendu financier, la subvention sera reversée au Trésor public. Si le financement excède la différence entre les produits et les charges, les sommes non utilisées seront reversées au Trésor public.

Article 8 : Contrôle

L'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938 et l'article 112 de la loi du 31 décembre 1945 obligent toute association, société ou collectivité privée ou publique bénéficiant d'une subvention de l'État à *« fournir ses budgets et comptes au ministre qui accorde la subvention. Elle peut en outre être invitée à présenter les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile. Tout refus de communication entraînera la suppression de la subvention »*.

En sa qualité de responsable de traitement des données et dans le respect du Règlement européen de protection des données (cf. article 1 de la présente convention), l'organisme contractant s'engage à :

- transmettre à tout agent, habilité par le Préfet, les documents jugés nécessaires au contrôle du respect de la présente convention et la bonne utilisation de la subvention,
- mettre en place des outils fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment,
- disposer d'une comptabilité analytique permettant d'isoler les dépenses et recettes du PRE.

Dans le strict cadre du contrôle, l'État, dans le respect du RGPD s'engage à :

- partager le fichier (cf. article 1 de la présente convention) ou d'autres documents nominatifs confidentiels, recueillis, uniquement avec les personnes habilitées par le Préfet pour réaliser le contrôle,
- à détruire tout document ou fichier au terme de la période contradictoire, soit au plus tard, 6 mois après le contrôle.

En cas de non-réalisation, de réalisation non conforme ou de refus de communication de comptes ou de pièces justificatives, la subvention sera reversée au Trésor public.

Article 9 : Publicité

Les financements de l'État doivent être portés obligatoirement à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication (affiches, flyers, programmes, site internet...) doivent porter le logotype et la mention « avec le soutien du secrétariat d'État chargé de la citoyenneté et de la ville ».

Le logo est téléchargeable sur le site de l'agence nationale de la cohésion des territoires : <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr> Accueil/Les programmes/Politique de la ville/Les subventions/Communiquer

Article 10 : Révision - Résiliation - Règlement des conflits

Toute proposition de modification des dispositions de la présente convention doit faire l'objet d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Seul un avenant pourra en modifier les termes.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse. Le reversement au Trésor public de tout ou partie des sommes déjà versées pourra être exigé.

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application du présent acte.

Fait en deux exemplaires originaux

Attention :

Seule la convention signée des deux parties et dûment notifiée, ouvre droit à subvention dans les conditions de l'article « Modalités de versement ».

Le

Pour l'organisme bénéficiaire
Prénom et NOM du signataire

Pour l'ÉTAT